

Arrêté ministériel portant renouvellement de l'agrément de l'ASBL «Résilience», avenue de l'Hôpital 54, à 7000 Mons, en tant que service d'aide sociale aux détenus de l'arrondissement judiciaire de Mons

A.M. 19-12-2013

M.B. 13-11-2014

La Ministre de la Jeunesse,

Vu le décret de la Communauté française du 19 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale, tel que modifié par les décrets du 28 avril 2004, du 19 octobre 2007 et du 19 février 2009;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2001 portant exécution du décret du 19 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux détenus en vue de leur réinsertion sociale, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 décembre 2008, portant renouvellement de l'agrément accordé à l'ASBL «Résilience», avenue de l'Hôpital 54, à 7000 Mons, en tant que service d'aide sociale aux détenus de l'arrondissement judiciaire de Mons pour une période de cinq années à partir du 1^{er} janvier 2009;

Vu l'avis de la Commission consultative de l'aide sociale aux détenus donné le 15 octobre 2013;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 10 décembre 2013;

Considérant la conformité, établie par l'administration en date du 8 juillet 2013, de la demande de renouvellement d'agrément en tant que service d'aide sociale aux détenus de l'arrondissement judiciaire de Mons, introduite le 13 juin 2013 par les responsables de l'ASBL «Résilience», avenue de l'Hôpital, à 7000 Mons;

Considérant que toutes les conditions d'agrément, telles que définies par les articles 5 et 7 § 1^{er} et § 4 du décret du 19 juillet 2001 précité ainsi que par les articles 3 à 7 et 15 à 16/1 de l'arrêté du 13 décembre 2001 précité, sont remplies;

Considérant l'avis de l'administration rendu le 7 octobre 2013,

Arrête :

Article unique. - L'agrément de l'ASBL «Résilience», avenue de l'Hôpital 54, à 7000 Mons, en tant que service d'aide sociale aux détenus de l'arrondissement judiciaire de Mons de catégorie C, est renouvelé pour 5 ans à partir du 1^{er} janvier 2014.

Bruxelles, le 19 décembre 2013.

Mme E. HUYTEBROECK